

tension des pouvoirs de l'assemblée européenne demande : «l'Assemblée devra être plus étroitement associée à la préparation des décisions de toute nature de la communauté, et en particulier pouvoir exercer un contrôle effectif sur l'ensemble des activités, des organismes de la CEE, notamment de la Commission.» Le PCF insiste sur le fait que l'assemblée «doit continuer à tenir des sessions à Strasbourg» sans préciser en quoi cette mesure constitue un élément démocratique !

C'est dans l'article 15 qu'est contenue ce que le PCF appelle «la démocratisation des institutions européennes». Il s'agit en fait de «démocratiser» deux organes communautaires, deux comités qui ne possèdent qu'un pouvoir consultatif : le Comité économique et social, et le Comité de gestion du FEOGA. Le Programme commun de 1972 précisait les choses. Ainsi le Comité économique et social «devrait être composé pour moitié de représentants des syndicats de salariés, désignés par les organisations nationales représentatives, au prorata des suffrages obtenus par chacune d'elles aux élections sociales, et pour l'autre moitié, de représentants des autres catégories sociales et de personnalités désignées par les gouvernements ». Le Comité de gestion du FEOGA, fonds européen d'orientation et de garantie agricole, instrument de financement de la politique agricole communautaire «devrait être composé pour moitié de représentants des agriculteurs, et pour moitié de représentants des administrations nationales». Cette «démocratisation», dont on perçoit rapidement les limites, puisque ne concernant que des organes secondaires, sans réels pouvoirs et ne permettant en aucune façon aux travailleurs de prendre aucune décision, consistant seulement à déléguer des représentants (dont, concernant les syndicats d'agriculteurs notamment, on sait ce qu'ils valent), cette «démocratisation» qui s'inscrivait dans la perspective proche d'une participation au gouvernement, aujourd'hui le PCF ne la définit même plus, restant dans un flou artistique.

#### ● «L'indépendance» de l'Europe

Pour l'essentiel, les autres propositions du PCF sont consacrées aux relations de l'Europe avec les autres

pays du monde. 8<sup>e</sup> proposition : «contribuer à des relations plus justes et plus stables tant avec les autres pays capitalistes développés qu'avec les pays socialistes et les pays en développement.» 18<sup>e</sup> proposition : «une France souveraine pourrait affirmer bien fort sa volonté d'œuvrer à l'indépendance de la CEE à l'égard de la politique hégémonique des Etats-Unis et de ses prétentions à transformer l'Europe en région de l'empire atlantique.» Le PCF insiste également sur la nécessité que «l'acte final de la Conférence d'Helsinki soit mis en œuvre par tous», «contre toute relance de la tension internationale...».

Toutes ces propositions sous le titre «pour une Europe indépendante» vont dans un sens bien précis : le PCF prétend se battre contre la mainmise des Etats-Unis en adoptant les thèmes de politique extérieure qui sont ceux de l'autre superpuissance, l'URSS.

### Un rassemblement dans la diversité

Voilà ce que sont les propositions du PCF. Examinons maintenant les moyens qu'il compte mettre en œuvre pour les réaliser. Le PCF réclame pour ce faire «le plus large soutien» à son «programme loyal et clair» de la part du peuple de France, insistant sur le vote à la proportionnelle qui permettra que «du plus

petit village à la capitale de France, chaque voix compte de la même manière pour assurer l'élection de députés communistes» ajoutant que cette voix «sera d'abord une voix pour la France».

● «La politique giscardienne du déclin de la France inquiète tous ceux qui sont attachés à l'indépendance, à la sécurité, à la souveraineté nationale, en bref les patriotes. Il existe entre eux des différences, des divergences, des oppositions qui font de leur rapprochement une tâche extrêmement complexe. Mais les problèmes qui assaillent la nation sont si pressants que naît le sentiment que la convergence des efforts des uns et des autres est nécessaire.» Voilà ce qu'indique le projet de programme du PCF pour son 23<sup>e</sup> congrès, et le PCF s'engage à contribuer à ce rassemblement national «dont la France a besoin pour garantir son existence et jouer dans le monde un rôle à sa mesure.» C'est donc sur la base la plus large, la plus floue, que le PCF va tenter de récupérer des voix aux élections européennes. Dans le Midi, c'est de la façon la plus grossière que le PCF a engagé sa chasse aux bulletins de vote, dans le même temps qu'il s'attachait à récupérer les voix des anciens gaullistes en se plaçant au côté du parti de Chirac par deux fois à l'Assemblée nationale.

## Les tentatives de récupération du PCF dans le Midi

*A la fin du mois d'octobre de l'année dernière, l'universitaire occitan Robert Laffont, l'écrivain J.-P. Chabrol et le dirigeant viticole Emmanuel Maffre-Baugé lançaient un manifeste intitulé «Mon pays escorjat» (mon pays écorché). Ce manifeste s'articulait autour de deux grandes idées : d'une part refuser l'élargissement du marché commun qui entraînerait la ruine des départements occitans et d'autre part lutter «dans le cadre d'une démocratisation de tout le territoire» pour «un pouvoir autonome qui donnera à l'espace occitan de nouvelles chances». Deux cents personnalités s'associent à ce projet. Parmi les signataires, on note trois composantes : les occitanistes, les viticulteurs (une cinquantaine de présidents de caves, de coopératives) et le PCF... les militants de la région étant incités à signer... à titre personnel, car les initiateurs du manifeste s'opposent à la participation «des professionnels de la politique».*

*L'opération politique du PCF est claire. Dans cette région du Midi de la France, l'élargissement du marché commun et les conséquences qu'il pourrait avoir pour les paysans viticoles suscite certaines inquiétudes, sur lesquelles se greffent de réelles aspirations régionales. En axant dans le*

Suite page 34